



Formulaire de proposition détaillée 2021



Formulaire de proposition détaillée

1^{ème} partie : Détails du projet

1. L'Organisation candidate	2. Bénéficiaire	3. Institution
<p>Nom de l'organisation : ONU Femmes Côte d'Ivoire</p> <p>Adresse 06 BP 2830 Abidjan 06</p>	<p><input type="checkbox"/> T/PCC actuel</p> <p><input type="checkbox"/> T/PCC potentiel</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Organisation des Nations Unies</p>	<p><input type="checkbox"/> Militaire</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Police</p> <p><input type="checkbox"/> Organisations de l'ONU</p> <p><input type="checkbox"/> Autre (précisez)</p>
4. Personne(s) à contacter :		
<p>Prénom et nom de famille : Antonia NGABALA-SODONON</p> <p>Dénomination du poste : Représentante Résidente ONU Femmes</p> <p>Adresse électronique : antonia.sodonon@unwomen.org</p> <p>Numéro de téléphone : 00225 07 08 90 55 46 00225 27 22 518 772</p>	<p>Prénom et nom de famille :</p> <p>Dénomination du poste :</p> <p>Adresse électronique :</p> <p>Numéro de téléphone :</p>	<p>Prénom et nom de famille : Contrôleur Général de Police KAMBILE Epouse PALE ELIE</p> <p>Dénomination du poste : Directeur de Cabinet Adjoint, Chargé de la Sécurité</p> <p>Adresse électronique : eliekambile@yahoo.com</p> <p>Numéro de téléphone : 00225 07 07 81 08 14/ 01 01 04 63 10/ 05 44 00 15 06</p>
5. Modalités de financement	6. Calendrier du projet	7. Budget
<p><input checked="" type="checkbox"/> Évaluation des obstacles</p> <p><input type="checkbox"/> Financement de projet</p> <p>Prime pour unité fortement paritaire</p> <p><input type="checkbox"/> Militaire Indiquez le nombre d'unités</p> <p><input type="checkbox"/> Police Indiquez le nombre d'unités</p>	<p><u>Date de début de projet</u> 01/01/2022</p> <p><u>Date de fin de projet</u> 31/12/2022</p> <p>Durée (mois/années) : 12 mois</p>	<p>Monnaie nationale : 124 071 850 XOF</p> <p>US \$: US\$ 219 996,08</p> <p>1USD = 563,973 XOF</p>
8. Partenaires d'exécution		

<p>Organisation : Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité</p> <p>Prénom et nom de famille : Contrôleur Général de Police KAMBILE Epouse PALE ELIE</p> <p>Dénomination du poste : Directeur de Cabinet Adjoint, Chargé de la Sécurité</p> <p>Adresse électronique : eliekambile@yahoo.fr</p> <p>Numéro de téléphone : 00225 07 07 81 08 14/ 01 01 04 63 10/ 05 44 00 15 06</p>	<p>Organisation : Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales (CIRES)</p> <p>Prénom et nom de famille : Dr. DIARRA Ibrahim</p> <p>Dénomination du poste : Directeur</p> <p>Adresse électronique : diarraib@gmail.com/ diarraib@cires-ci.com</p> <p>Numéro de téléphone : 00225 27 22 44 51 03/00225 22 44 89 42</p>	<p>Organisation : Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du Cires (CAPEC)</p> <p>Prénom et nom de famille : Pr. Alban AHOURE</p> <p>Dénomination du poste : Directeur</p> <p>Adresse électronique : alban.ahoure@gmail.com</p> <p>Numéro de téléphone : 00225 27 22 44 41 24/ 00225 27 22 48 51 68</p>
--	--	---

9. Exigences liées à l'Approche harmonisée des transferts monétaires (HACT) et à la Politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme (PDVDH)

- Acceptez les conditions de la HACT
- Acceptez les conditions de la PDVDH

10. Cadre de résultats du Fonds de l'Initiative Elsie

Veillez indiquer « P » pour principal et « S » pour secondaire

Résultat (principal et secondaire) Faites dérouler le menu « Choisir une proposition » et cliquez sur P ou S.

P 1. Une meilleure connaissance des obstacles spécifiques à chaque pays limitant le déploiement de femmes en uniforme dans les missions de maintien de la paix de l'ONU ;

Choisir une proposition. 2. Accroissement de la mobilisation significative des femmes en uniforme dans les missions de paix de l'ONU ;

Choisir une proposition. 3. Augmentation de la réserve de femmes en uniforme pouvant être déployées en tant que personnel de maintien de la paix de l'ONU ;

Choisir une proposition. 4. Amélioration des conditions de travail pour les femmes en uniforme dans les missions de paix de l'ONU.

Résultat (principal et secondaire) Faites dérouler le menu « Choisir une proposition » et cliquez sur P ou S.

P 1. Augmentation du pourcentage de femmes en uniforme déployées dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies ;

Choisir une proposition. 2. Augmentation du taux annuel d'évolution du pourcentage de femmes en uniforme déployées dans les opérations de paix des Nations Unies ;

Choisir une proposition. 3. Augmentation du rapport femmes/hommes parmi les officiers supérieurs de l'armée et de la police (grade équivalent à celui de major ou supérieur) dans les opérations de paix des Nations Unies ;

Choisir une proposition. 4. Augmentation du pourcentage d'unités militaires et de police fortement paritaires au sein des opérations de paix de l'ONU.

11. Responsabilité, transparence et publication des résultats des Organisation des Nations Unies participantes

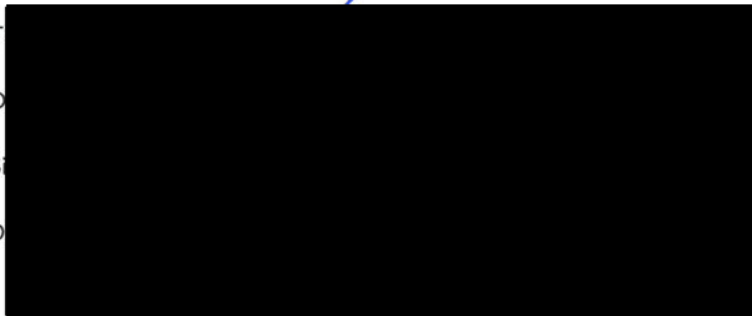
Les **Organisations des Nations Unies participantes** assumeront l'entière responsabilité programmatique et financière des fonds décaissés par le Gestionnaire. Ces fonds seront gérés par chaque organisation des Nations Unies participante conformément à ses règlements, règles, directives et procédures internes. Chaque organisation créera un compte du grand livre séparé pour la réception et de l'administration des fonds qui lui seront versés par le Gestionnaire par l'intermédiaire du Compte du Fonds. Le compte du grand livre séparé sera administré par chaque organisation des Nations Unies participante conformément à ses règlements, règles, politiques et procédures internes, notamment en matière d'intérêts. Ce compte sera exclusivement soumis aux procédures d'audits internes et externes prévues par les règlements, règles, politiques et procédures de nature financière applicables à l'organisation des Nations Unies participante.

Cochez cette case pour accepter les conditions

12. Autorisation :

Prénom et nom de famille : Antonia NGABALA-SODONON

T
D
S
D

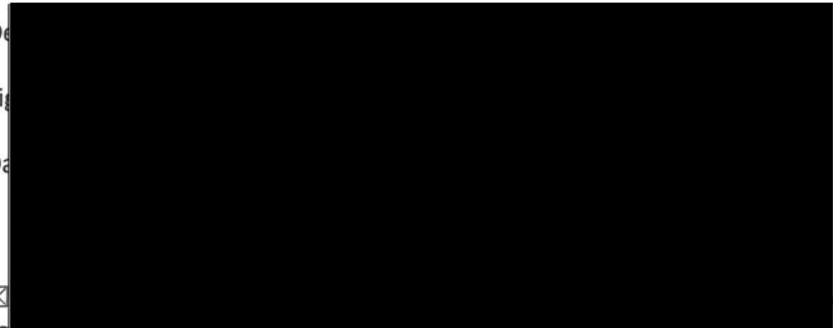


Prénom et nom de famille : KAMBILE Epouse PALE ELIE

Titre de civilité (M./Mme.): Mme

Grade (pour les personnes dans une institution de sécurité): Contrôleur Général de Police

D
S
D



Forum .

osition détaillée sur le site internet du

2^{ème} partie : Résumé du projet La 2^{ème} partie doit être remplie comme indiqué pour chaque modalité de financement.

<p>1. Titre du projet (max. 150 caractères)</p>	<p>À remplir quelle que soit la modalité de financement choisie (financement de projet, proposition d'évaluation des obstacles et prime aux unités fortement paritaires).</p> <p>Évaluation des obstacles à la participation des femmes en Uniforme en Côte d'Ivoire aux opérations de maintien de la paix (OMP) des Nations Unies.</p>																													
<p>2. PERSONNEL CONTRIBUTANT AUX OPERATIONS DE PAIX DE L'ONU</p> <p>Veuillez remplir l'Annexe A - Plans de déploiement sur les trois prochaines années</p>	<p>À remplir quelle que soit la modalité de financement choisie (financement de projet, proposition d'évaluation des obstacles et prime aux unités fortement paritaires).</p> <table border="1" data-bbox="440 594 1471 884"> <thead> <tr> <th rowspan="2">Déploiements actuels</th> <th colspan="4">14/07/2021 (pour les données militaires) et 09/11/2021 (pour les données de la police)</th> </tr> <tr> <th>H</th> <th>F</th> <th>% F</th> <th>Total</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Observateurs militaires</td> <td>04</td> <td>00</td> <td>00</td> <td>04</td> </tr> <tr> <td>Officiers d'état-major</td> <td>00</td> <td>02</td> <td>100</td> <td>02</td> </tr> <tr> <td>Troupes</td> <td>815</td> <td>35</td> <td>4,29</td> <td>850</td> </tr> <tr> <td>Officiers de police individuels</td> <td>79</td> <td>33</td> <td>29,46</td> <td>112</td> </tr> </tbody> </table> <p>H = hommes F= femmes % F = pourcentage de femmes</p>	Déploiements actuels	14/07/2021 (pour les données militaires) et 09/11/2021 (pour les données de la police)				H	F	% F	Total	Observateurs militaires	04	00	00	04	Officiers d'état-major	00	02	100	02	Troupes	815	35	4,29	850	Officiers de police individuels	79	33	29,46	112
Déploiements actuels	14/07/2021 (pour les données militaires) et 09/11/2021 (pour les données de la police)																													
	H	F	% F	Total																										
Observateurs militaires	04	00	00	04																										
Officiers d'état-major	00	02	100	02																										
Troupes	815	35	4,29	850																										
Officiers de police individuels	79	33	29,46	112																										
<p>3. RESUME DU PROJET : DESCRIPTION ET OBJECTIFS</p>	<p>À remplir quelle que soit la modalité de financement choisie (financement de projet, proposition d'évaluation des obstacles et prime aux unités fortement paritaires).</p> <p>Avec la réforme de son secteur de la sécurité entamée en 2012, la Côte d'Ivoire s'est engagée à renforcer sa participation aux opérations de paix sous mandat onusien. Un axe majeur de cette réforme porte sur l'égalité des sexes afin de corriger la faible participation des femmes au secteur de la sécurité (13,3% dans la police nationale en 2019, 0,66% dans l'armée y compris la gendarmerie en 2016), conformément aux engagements internationaux du pays en matière de genre et aux objectifs du plan d'action national de la résolution 1325 des Nations Unies « Femme, Paix et Sécurité ». Ainsi, la Côte d'Ivoire s'est lancée dans l'intégration des femmes au sein de ses forces de sécurité avec leur entrée à la gendarmerie en 2014. De même, l'École militaire préparatoire technique, un établissement d'enseignement secondaire sous la tutelle du ministère de la défense qui a pour mission de donner aux élèves (de 11 à 18 ans) une formation morale, intellectuelle, technique, physique et militaire dans la perspective d'intégrer les forces armées ivoiriennes après leurs études supérieures, a été ouverte aux filles en 2013. Un accent est également mis sur la participation des femmes aux opérations de maintien de paix (OMP), en témoigne l'évolution positive de la proportion de femmes dans les contingents déployés, même s'il existe des disparités selon les corps. L'évaluation d'obstacles, envisagée avec la présente sollicitation, s'inscrit dans ce contexte. Elle entend favoriser la disponibilité de données factuelles sur les entraves et opportunités liées à la participation des femmes aux opérations de paix, particulièrement au niveau de la Police nationale afin de soutenir avec des solutions pertinentes la dynamique d'amélioration de la représentativité des femmes policières dans les contingents déployés lors des OMP.</p>																													

<p>4. ÉVALUATION DES OBSTACLES</p> <p>Annexe B – Informations sur l'évaluation des obstacles</p>	<p>À remplir pour les demandes de financement de projet ; fortement conseillée pour appuyer une demande de prime aux unités fortement paritaires.</p> <p>Une évaluation des obstacles au déploiement des femmes en uniforme sur les opérations de paix des Nations Unies a-t-elle été menée ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui - remplissez l'Annexe B</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non - sollicitez des financements pour conduire une évaluation des obstacles</p> <p>Dans le cas d'une demande de financement pour l'évaluation des obstacles, cochez la case suivante pour accepter que le Fonds utilise les données tirées de l'évaluation en vue de compiler un rapport de synthèse anonymisé. Il s'agit d'une exigence du Fonds.</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui</p> <p>Méthodologie qui sera appliquée : DCAF MOWIP partenariat modèle C</p>
<p>5. DONNEES RELATIVES AU PERSONNEL DES INSTITUTIONS DE SECURITE</p>	<p>À remplir quelle que soit la modalité de financement choisie (financement de projet, proposition d'évaluation des obstacles et prime aux unités fortement paritaires).</p> <p>Indiquez les informations sur le nombre et/ou le pourcentage de femmes et d'hommes dans l'institution de sécurité dans les tableaux de l'annexe C.</p>
<p>6. JUSTIFICATION DU PROJET ET STRATEGIE DE MISE EN OEUVRE</p>	<p>À remplir quelle que soit la modalité de financement choisie (financement de projet, proposition d'évaluation des obstacles et prime aux unités fortement paritaires).</p> <p>L'intégration des femmes dans tous les aspects des processus de paix et de sécurité constitue un domaine prioritaire de l'ONU Femmes. En Côte d'Ivoire, l'ONU Femmes met en œuvre un portefeuille d'activités visant à renforcer la participation des femmes dans la prévention et résolution des conflits ainsi que dans les processus de maintien de la paix.</p> <p>L'évaluation des obstacles entravant la participation des femmes en uniformes aux opérations de paix est envisagée dans ce contexte. Elle constitue un appui d'ONU Femmes Côte d'Ivoire au ministère en charge de la sécurité dans la mise en œuvre de la stratégie nationale de réforme du secteur de la sécurité, adoptée par le gouvernement mars 2015, et de la politique nationale de participation aux opérations de paix¹.</p> <p>La Cellule d'Analyse des Politiques Economiques (CAPEC) du CIREs (Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales) - constitue le partenaire de recherche retenu dans le cadre de ce projet. La CAPEC est un Think Tank créée en 1993, sous l'initiative de la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF) et de l'Etat de Côte d'Ivoire, représenté par le CIREs. Par le biais de ses productions scientifiques, la CAPEC se présente comme un interlocuteur crédible du gouvernement sur des questions de modélisation, d'études socioéconomiques et démographiques ainsi que de politiques macro-économiques.</p> <p>Les termes contractuels de la participation de la CAPEC au présent projet feront l'objet d'un accord de partenariat entre ONU Femmes et cette institution de recherche. Dans le cadre de ce partenariat et sur la base de la méthodologie MOWIP, la CAPEC aura en charge le remplissage</p>

¹ Oswald Padonou, 2019, La Côte d'Ivoire et les opérations de paix : profil d'un néo-contributeur

de la fiche d'information institutionnelle, la conduite des entretiens des décideurs clés, l'enquête auprès du personnel, l'analyse des données et l'élaboration du rapport de l'étude. A cet effet, la CAPEC mobilisera une équipe de chercheur.se.s senior.e.s de 06 personnes, respectant la parité selon le genre, dont un expert en gouvernance du secteur de la sécurité et en évaluation des politiques publiques, un expert en analyse institutionnelle, un Statisticien-Economiste, une experte genre, une experte en évaluation de projets/programmes et une sociologue experte en collecte et analyse des données qualitatives. En plus de cette équipe de chercheur.se.s, la CAPEC recrutera et formera une équipe d'enquêteur.trice.s, composée d'autant de femmes que d'hommes, pour la collecte des données. La CAPEC veillera à l'application des normes internationales les plus élevées en matière de recherche sociale, de prise en compte du genre et de droits humains. Un protocole d'engagement éthique sera signé entre la CAPEC et le Ministère en charge de la sécurité pour la protection des données à caractère personnel et sensibles. La collecte des données sera faite via la plateforme de collecte ISURVEYS. Les données seront désidentifiées et anonymisées de manière à permettre aux policiers et policières échantonné.e.s de parler librement. La liste des « *Bonnes pratiques sur l'étude sur les obstacles au déploiement des femmes dans les opérations de maintien de la paix* » (Annexe G), mise à disposition par le Fonds de l'Initiative Elsie, servira de guide en plus des principes directeurs de la CAPEC. Un accent particulier sera mis sur la sécurité de l'équipe d'évaluation tout au long de l'étude. Des dispositions de protection spécifiques contre la Covid-19 seront prises et les mesures barrières rigoureusement appliquées.

Au niveau de l'analyse, elle sera aussi bien quantitative que qualitative. Les logiciels HarvestYourData seront utilisés pour la centralisation, le traitement et l'analyse des données collectées. L'analyse du contenu sera mise à contribution pour les données qualitatives et les logiciels Stata et Excel pour les données quantitatives. La triangulation des données sera mise en exergue pour assurer la qualité de l'information et pour compléter les diverses informations obtenues de différentes sources. La CAPEC abritera la base de données de l'enquête avec les moyens matériels et logistiques appropriés mis à disposition par le projet.

ONU Femmes assurera la coordination générale et la supervision programmatique du projet. A cet effet, elle mettra à disposition un-e consultant-e national-e ayant des capacités avérées en gestion de projet. Ce/cette dernier-e veillera à la bonne conduite du processus d'évaluation dans les délais impartis.

Le ministère en charge de la Sécurité s'engage à faciliter l'accès de l'équipe d'évaluation aux documents, aux informations nécessaires et au personnel échantillonné. Il a déjà désigné de manière pertinente ses représentant-e-s pour le Groupe de Travail Technique (GTT) qui sera mis en place pour soutenir efficacement le processus d'évaluation. Ce GTT comprendra des représentant-e-s d'ONU Femmes, du Cabinet du Ministère en charge de la sécurité, de la Direction Générale de Police nationale, de l'Ecole de Police d'Abidjan et de l'équipe d'évaluation de la CAPEC. Il constituera le cadre initial de discussion et de pré validation des outils de collecte de données, de l'échantillonnage, de la liste des décideurs à interviewer et du rapport de l'étude.

En plus de ce GTT, un Comité de pilotage (CP) sera mis en place à un niveau plus décisionnel, dans la dynamique de la disponibilité du Ministère en charge de la sécurité et de ses démembrés à mettre en œuvre les recommandations issues de l'étude. Le CP sera présidé par la Directrice de Cabinet adjointe en charge de la sécurité et comprendra le Responsable des programmes de ONU Femmes Côte d'Ivoire, le Directeur Général de la Police nationale, le Directeur de l'école de Police d'Abidjan et le Directeur de la CAPEC. Ce CP veillera à

l'appropriation nationale des conclusions de l'étude (obstacles identifiés, leçons apprises, etc.), leur dissémination et la mise en œuvre des recommandations. Il se réunira avant le démarrage effectif de la collecte des données, après la validation des résultats préliminaires par le GTT et après l'atelier de validation du rapport de l'étude.

7. Durabilité

À remplir quelle que soit la modalité de financement choisie (financement de projet, proposition d'évaluation des obstacles et prime aux unités fortement paritaires).

L'évaluation est conduite afin de déterminer la nature et la portée des obstacles et des opportunités au déploiement de femmes ivoiriennes en uniformes, formées et qualifiées, en qualité de Casques bleus. Les résultats de l'évaluation et ses recommandations serviront à éclairer les interventions et affiner les initiatives aux fins de lever les obstacles à l'accroissement de la participation et de la responsabilisation des femmes dans le secteur de la sécurité envisagé par la stratégie nationale de réforme du secteur de la sécurité. L'identification de ces obstacles dans le contexte national servira d'outil principal pour le développement d'interventions spécifiques permettant d'obtenir une évolution mesurable en termes d'augmentation du nombre de femmes en uniforme éligibles au déploiement ainsi qu'une augmentation significative du déploiement de ces femmes dans les opérations de paix.

Le ministère de la Sécurité est disposé à mettre en œuvre les recommandations issues de l'évaluation. À titre d'exemple, les résultats de l'étude d'obstacles pourront permettre d'une part de mieux adapter la stratégie de communication de la Police nationale afin de combattre les biais informationnels qui favorisent une mauvaise perception du métier des armes auprès des filles et des familles ; et d'autre part de formuler des activités allant dans le sens de l'amélioration des conditions de participation des femmes dans les OMP et l'augmentation de leur effectif autant dans les OMP que dans la police nationale.

À l'issue de l'évaluation, une stratégie sera élaborée afin d'optimiser l'allocation des ressources pour une amélioration significative et durable de la participation des femmes aux opérations de paix et au secteur de la sécurité plus globalement.

En outre, ces conclusions serviront à orienter la finalisation de la deuxième génération du Plan d'Action National (PAN 2) de la résolution 1325, après l'achèvement du PAN en 2018, et l'élargir aux questions de déploiements, aux OMP ainsi qu'aux questions humanitaires. Le Bureau d'ONU Femmes Côte d'Ivoire appuie cette initiative d'actualisation du PAN 2, en lien avec le Ministère en charge de la Femme, depuis l'année 2020.

Plus globalement, les questions de Femmes, Paix, Sécurité et actions humanitaires constituent des priorités de l'ONU Femmes Côte d'Ivoire, conformément à sa note stratégie 2021-2025. A cet effet, ONU Femmes Côte d'Ivoire a appuyé la mise en place d'un réseau national de médiatrices de Paix qui joue un rôle déterminant dans la prévention des conflits et la consolidation la cohésion sociale au sein de leur communauté. Dans la même dynamique, ONU Femmes Côte d'Ivoire entend continuer à faire émerger plus d'engagements en faveur de la thématique « femmes, paix, sécurité et action humanitaire » et à accroître le nombre de défenseur.e.s de l'égalité des sexes influençant les processus de paix et de sécurité dans le pays. Les conclusions de cette étude éclaireront donc le programme « Femmes, Paix, Sécurité et Action humanitaire » de ONU Femmes Côte d'Ivoire ainsi que le projet d'appui à l'institutionnalisation du genre dans le secteur de la sécurité en réflexion. Enfin, les données factuelles qui en découleront orienteront de façon conséquente les plaidoyers pour une plus grande sensibilité au genre du secteur de la sécurité en général et des opérations de maintien de paix spécifiquement.

8. BUDGET DETAILLE

Financement de projet : veuillez remplir l'Annexe E - Modèle de budget pour le financement de projet flexible (au format Excel)

Financement pour l'évaluation des obstacles : veuillez remplir l'Annexe F - Modèle d'évaluation des obstacles avec la méthode MOWIP (au format Excel)

Liste des Annexes

- A. Planification des déploiements sur les opérations de paix de l'ONU
- C. Données relatives au personnel des institutions de sécurité
- D. Chronologie du plan d'évaluation des obstacles du DCAF (Modèle n°4 de la Boîte à outils MOWIP du DCAF) <https://www.dcaf.ch/mowip>
- F. Modèle de budget DCAF pour la mise en œuvre de la méthodologie MOWIP - Modèle 15 de la Boîte à outils MOWIP du DCAF - <https://www.dcaf.ch/mowip> (MS Excel)
- G. Bonnes pratiques sur l'étude sur les obstacles au déploiement des femmes dans les opérations de maintien de la paix
- H. Offre technique de la CAPEC



Annexe A : Planification des déploiements sur les opérations de paix de l'ONU

À remplir quelle que soit la modalité de financement sollicitée (financement de projet, proposition d'évaluation des obstacles et primes pour les unités fortement paritaires).

Le Département des opérations de paix (DPO) (Bureau des affaires militaires et Division de police) est responsable de sélectionner et de déployer les effectifs issus des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police sur les opérations de paix de l'ONU.

Les facteurs suivants permettent de déterminer si un projet financé par le Fonds est en mesure d'atteindre le résultat d'« augmentation du déploiement effectif des femmes en uniforme dans les missions de maintien de paix de l'ONU » tel que défini dans les Termes de référence du Fonds :

1. La capacité du T/PCC à déployer du personnel féminin et masculin adéquatement formé, disposant des compétences nécessaires sur la période définie dans la proposition de projet et à relever les défis relatifs à la performance et à la durabilité suite à l'augmentation du nombre d'unités de police constituées et/ou de contingents militaires déployés.
2. Les procédures, les critères et les infrastructures disponibles du DPO pour le déploiement de personnel militaire et de police, notamment :
 - a) les besoins actuels et futurs du personnel militaire et de police, en tenant compte des éventuels projets de clôture ou de réduction de missions de terrain de l'ONU ;
 - b) l'obligation d'assurer une représentation géographique des pays fournisseurs en contingent et personnel de police (T/PCC) dans les composantes militaires et policières des missions de terrain de l'ONU ;
 - c) l'obligation de respecter les promesses faites par les T/PCC dans le cadre du Système de préparation des moyens de maintien de la paix (PCRS) des Nations Unies ;
 - d) la disponibilité des systèmes logistiques, d'installations médicales et autres installations favorisant le bien-être au travail adaptés aux femmes sur les missions de terrain de l'ONU.

Outre ces aspects, toute formation ou autre type d'assistance fournie par le DPO aux T/PCC détaillé dans une proposition de projet dépendra de la disponibilité en personnel adéquat et en ressources financières du DPO — à moins que les ressources nécessaires ne soient mobilisées en temps voulu afin de planifier et de créer les capacités supplémentaires pour faire face à l'échelle et à la portée des activités prévues dans la/les proposition(s) de projet.



Annexe A : Planification des déploiements sur les opérations de paix de l'ONU

Personnel	Déploiements 30 novembre 2021				Déploiement prévu 2022				Déploiement prévu 2023				Déploiement prévu 2024			
	H	F	% F	T	H	F	% F	T	H	F	% F	T	H	F	% F	T
Officiers de police individuels	79	33	29,46	112	72	40	35,71	112	64	48	42,86	112	56	56	50	112



Annexe C : Données relatives au personnel des institutions de sécurité

À remplir quelle que soit la modalité de financement choisie (financement de projet, proposition d'évaluation des obstacles et prime aux unités fortement paritaires).

Police

Par grade

Grade	Hommes	Femmes	% Femmes	Total
COMMISSAIRE DE POLICE	1 162	101	8	1 263
CAPITAINE DE POLICE	1 262	95	7	1 357
LIEUTENANT DE POLICE	1 264	125	9	1 389
ADJUDANT DE POLICE	926	397	30	1 323
SERGENT DE POLICE	725	618	46	1 343
Total	5 339	1336	20	6 675

Source : Ministère de l'intérieur et de la sécurité, 09 novembre 2021



Annexe F : Modèle de budget DCAF pour la mise en œuvre de la méthodologie MOWIP - Modèle 15 de la Boîte à outils MOWIP du DCAF (Excel)

• RESUME CATEGORIES GNUDD

Catégories de l'UNDD	Total	% Budget
1. Frais de personnel et autres dépenses de personnel	\$ 155 823,06	70,83%
2. Fournitures, produits de base, matériaux	\$ 8 422,39	3,83%
3. Équipement, véhicules et mobilier	\$ 3 581,73	1,63%
4. Services contractuels	\$ 12 154,84	5,53%
5. Voyage	\$ 19 655,20	8,93%
6. Transferts et subventions aux contreparties	\$ -	0%
7. Coûts généraux de gestion et autres coûts directs	\$ 5 966,60	2,71%
8. Coût de soutien indirect	\$ 14 392,27	6,54%
TOTAL (\$)	\$ 219 996,08	100%

• BUDGET DETAILLE

Activity	Article	Unité	Qté	#Nbr d'unités	Prix unitaire en devise nationale	Prix total de l'article devise nationale	Activité Sous-total devise nationale	Prix total de l'article en USD (1 USD = 563,973 XOF)	Sous-total de l'activité en USD
Activité 1 : Coûts de gestion du projet	Honoraires chercheur.se principal.e	EA	1	80	200 000 XOF	16 000 000 XOF		\$28 370,15	
	Honoraires coordonateur.trice du projet (ONU Femmes)	EA	1	12	1 300 000 XOF	15 600 000 XOF		\$27 660,90	
	Communication de la coordination	EA	1	1	2 045 000 XOF	2 045 000 XOF		\$3 626,06	
	Honoraires groupe de travail technique	EA	10	70	50 000 XOF	35 000 000 XOF		\$62 059,71	
						0 XOF		\$0,00	



Activity	Article	Unité	Qté	#Nbr d'unités	Prix unitaire en devise nationale	Prix total de l'article devise nationale	Activité Sous-total devise nationale	Prix total de l'article en USD (1 USD = 563,973 XOF)	Sous-total de l'activité en USD
Activité 2A : Phase de planification Préparation de l'atelier pour l'équipe (pour développer le plan d'évaluation)	Location de locaux	EA	1	2	120 000 XOF	240 000 XOF	68 645 000 XOF	\$425,55	\$121 716,82
	Restauration	EA	20	2	10 000 XOF	400 000 XOF		\$709,25	
	Articles de papeterie	EA	20	1	5 000 XOF	100 000 XOF		\$177,31	
						0 XOF		\$0,00	
							740 000 XOF		\$1 312,12
Activité 2B : Phase de planification Processus d'autorisation	Transport (pour participer aux réunions de haut niveau)	EA	2	10	20 000 XOF	400 000 XOF		\$709,25	
	Frais liés au processus d'autorisation de l'enquête	EA	1	1	320 000 XOF	320 000 XOF		\$567,40	
		EA				0 XOF		\$0,00	
							720 000 XOF		\$1 276,66
Activité 3A : Atelier de localisation	Traduction des questions de l'enquête standard	EA				0 XOF		\$0,00	
	Location de locaux	EA	0	0	0 XOF	0 XOF		\$0,00	
	Transport local	EA	15	2	5 000 XOF	150 000 XOF		\$265,97	
	Restauration	EA	15	2	10 000 XOF	300 000 XOF		\$531,94	
	Articles de papeterie et matériel pour l'atelier	EA	15	1	2 000 XOF	30 000 XOF		\$53,19	
						0 XOF		\$0,00	
						480 000 XOF		\$851,10	
	Location de locaux	EA	1	3	120 000 XOF	360 000 XOF		\$638,33	

Activity	Article	Unité	Qté	#Nbr d'unités	Prix unitaire en devise nationale	Prix total de l'article devise nationale	Activité Sous-total devise nationale	Prix total de l'article en USD (1 USD = 563,973 XOF)	Sous-total de l'activité en USD
Activité 3B : Formation des enquêteurs et enquêtrices et préparation de l'enquête Formation (2 jours) Enquête pilote (1-2 jours) 2ème localisation (1 jour)	Transport local	EA	24	5	5 000 XOF	600 000 XOF		\$1 063,88	
	Restauration	EA	24	5	5 000 XOF	600 000 XOF		\$1 063,88	
	Articles de papeterie et matériel	EA	24	1	5 000 XOF	120 000 XOF		\$212,78	
	Coût du logiciel d'enquête	EA	1	1	450 000 XOF	450 000 XOF		\$797,91	
						0 XOF		\$0,00	
		EA				0 XOF		\$0,00	
							2 130 000 XOF		\$3 776,78
Activité 4A : Collecte de données Fiche d'information institutionnelle	Forfait pour accès à certains documents	EA	1	1	300 000 XOF	300 000 XOF		\$531,94	
	Transport local entretien informel	EA	3	5	5 000 XOF	75 000 XOF		\$132,99	
	Restauration entretien informel	EA	3	5	5 000 XOF	75 000 XOF		\$132,99	
							450 000 XOF		\$797,91
Activité 4B : Collecte de données Mise en œuvre de l'enquête	Matériel pour l'enquête	EA	1	20	50 000 XOF	1 000 000 XOF		\$1 773,13	
	Transport local	EA	20	8	3 000 XOF	480 000 XOF		\$851,10	
	Transport à travers le pays	EA	20	2	10 000 XOF	400 000 XOF		\$709,25	
	Repas	EA	20	10	3 500 XOF	700 000 XOF		\$1 241,19	
	Hébergement	EA	20	10	15 000 XOF	3 000 000 XOF		\$5 319,40	
	Collation pour les personnes interrogées durant l'enquête	EA	480	1	2 000 XOF	960 000 XOF		\$1 702,21	
	Paiement des enquêteurs et enquêtrices	EA	20	10	40 000 XOF	8 000 000 XOF		\$14 185,08	



Activity	Article	Unité	Qté	#Nbr d'unités	Prix unitaire en devise nationale	Prix total de l'article devise nationale	Activité Sous-total devise nationale	Prix total de l'article en USD (1 USD = 563,973 XOF)	Sous-total de l'activité en USD
	Moyen de communication pour l'équipe mettant en œuvre l'enquête	EA	20	1	20 000 XOF	400 000 XOF		\$709,25	
		EA				0 XOF		\$0,00	
							14 940 000 XOF		\$26 490,63
Activité 4C : Collecte de données Entretiens	Matériel pour enregistrer les entretiens	EA	4	1	80 000 XOF	320 000 XOF		\$567,40	
	Transport local	EA	4	8	5 000 XOF	160 000 XOF		\$283,70	
	Repas	EA	4	8	5 000 XOF	160 000 XOF		\$283,70	
	Collation pour les participant.e.s aux entretiens	EA	35	1	5 000 XOF	175 000 XOF		\$310,30	
	Paiement des enquêteurs et enquêtrées	EA	4	8	40 000 XOF	1 280 000 XOF		\$2 269,61	
		EA				0 XOF		\$0,00	
							2 095 000 XOF		\$3 714,72
Activité 5 : Analyse des données et rédaction de rapports	Assistant.e de recherche	EA	5	48	50 000 XOF	12 000 000 XOF		\$21 277,61	
	Logiciels de statistiques	EA	1	1	250 000 XOF	250 000 XOF		\$443,28	
		EA				0 XOF		\$0,00	
							12 250 000 XOF		\$21 720,90
Activité 6 : Processus de validation Peut inclure un rapport oral d'une demi- journée ou plus	Location de locaux	EA	1	3	120 000 XOF	360 000 XOF		\$638,33	
	Transport atelier validation	EA	30	2	10 000 XOF	600 000 XOF		\$1 063,88	
	Transport présentation Orale du rapport	EA	15	1	5 000 XOF	75 000 XOF		\$132,99	
	Hébergement	EA	30	3	35 000 XOF	3 150 000 XOF		\$5 585,37	



Activity	Article	Unité	Qté	#Nbr d'unités	Prix unitaire en devise nationale	Prix total de l'article devise nationale	Activité Sous-total devise nationale	Prix total de l'article en USD (1 USD = 563,973 XOF)	Sous-total de l'activité en USD
Atelier de validation de 2 jours ou plus	Transport local	EA				0 XOF		\$0,00	
	Restauration pour l'atelier de validation	EA	30	2	15 000 XOF	900 000 XOF		\$1 595,82	
	Restauration pour présentation orale du rapport avant atelier de validation	EA	15	1	10 000 XOF	150 000 XOF		\$265,97	
	Articles de papeterie et matériel pour l'atelier	EA	30	30	5 000 XOF	4 500 000 XOF		\$7 979,11	
	Révision et relecture du rapport	EA	1	1	300 000 XOF	300 000 XOF		\$531,94	
	Mise en page du rapport	EA	1	1	200 000 XOF	200 000 XOF		\$354,63	
	Impression du rapport	EA	1	200	12 000 XOF	2 400 000 XOF		\$4 255,52	
	Interprétation (si nécessaire)	EA				0 XOF		\$0,00	
	Traduction du rapport (si nécessaire)	EA				0 XOF		\$0,00	
							12 635 000 XOF		\$22 403,55
Activité 7 : Cérémonie de présentation officielle des conclusions de l'étude (1 jour)	Location de locaux	EA	1	1	120 000 XOF	120 000 XOF		\$212,78	
	Restauration	EA	30	1	15 000 XOF	450 000 XOF		\$797,91	
	Communication	EA	1	1	300 000 XOF	300 000 XOF		\$531,94	
						0 XOF		\$0,00	
						0 XOF		\$0,00	
						0 XOF		\$0,00	
						870 000 XOF		\$1 542,63	



Activity	Article	Unité	Qté	#Nbr d'unités	Prix unitaire en devise nationale	Prix total de l'article devise nationale	Activité Sous-total devise nationale	Prix total de l'article en USD (1 USD = 563,973 XOF)	Sous-total de l'activité en USD
	Frais indirects						8 116 850 XOF		\$14 392,27
	Coût support 7%						124 071 850 XOF		\$219 996,08
	Grand total								



Annexe G : Bonnes pratiques sur l'étude sur les obstacles au déploiement des femmes dans les opérations de maintien de la paix

1. S'assurer que le processus de collecte de données est sensible aux droits humains et au genre dans les questions et dans la méthodologie.
2. Garantir la sécurité des chercheurs pendant le processus, et par conséquent, les agences d'exécution doivent coordonner étroitement avec le ministère de l'Intérieur et le ministère de la Défense pour obtenir des détails à jour sur la situation sécuritaire dans les régions à visiter avant le départ de l'équipe d'enquête.
3. Élaborer une cartographie des lieux à visiter pour la collecte de données et classer les points de collecte par risques élevés, moyens et faibles. Selon le classement, un protocole d'engagement des parties prenantes doit être développé pour chaque niveau de risque. Les lieux considérés comme à haut risque doivent être consultés par téléphone avec les parties prenantes identifiées pertinentes. La coordination avec les chefs locaux et les autorités locales est primordiale pour la collecte d'information.
4. L'équipe d'enquête doit être mixte afin que les chercheuses puissent interroger plus facilement les femmes faisant parties de l'étude.
5. Un protocole d'évacuation permettant à l'équipe d'enquête de se sortir de situations à risque doit être rédigé. Que faire si des groupes armés non-étatiques entrent dans la municipalité pendant que les enquêteurs interrogent les parties prenantes ? Par exemple.
6. L'équipe d'enquête doit être formée sur les questionnaires, sur la manière de poser les questions, que faire en cas de plan d'évacuation, que faire si les hommes d'un foyer ne laissent pas parler les femmes ciblées pour l'enquête.
7. Veiller à ce que les enquêteurs soient toujours déployés en équipes de deux au moins pour éviter les préjugés et l'intimidation, les malentendus et les interprétations erronées des réponses et des comportements des intervenants.

Annexe H : Offre technique de la CAPEC



OFFRE TECHNIQUE

EVALUATION DES OPPORTUNITES POUR LES FEMMES
DANS LES OPERATIONS DE PAIX DES NATIONS UNIES
EN COTE D'IVOIRE

Novembre 2021

TABLE DES MATIERES

1. <i>Introduction</i>	29
2. <i>Compréhension de la Mission</i>	29
3. <i>Brève présentation du CIRES</i>	30
4. <i>Brève Présentation de la CAPEC</i>	31
5. <i>Expérience et Missions similaires</i>	32
6. <i>Approche Méthodologique</i>	41
6.1. <i>Mise en œuvre de la méthodologie MOWIP</i>	41
6.1.1. <i>Remplir la fiche d'information institutionnelle (FII)</i>	41
6.1.2. <i>Les entretiens avec les décideurs</i>	42
6.1.3. <i>Enquête auprès du personnel : échantillonnage</i>	42
6.2. <i>Collectes des données d'enquête auprès du personnel</i>	43
6.3. <i>Analyse de données</i>	44
6.4. <i>Création d'un cadre de collaboration : Groupe de Travail Technique (GT)</i>	45
7. <i>Confidentialité des Données et Considérations Ethiques</i>	46
8. <i>Présentation des Chercheurs Clés de l'Equipe d'Evaluation</i>	46

1. INTRODUCTION

Les Nations Unies font face à un nombre de plus en plus important de conflits qui nécessitent la mobilisation de ressources humaines conséquentes pour les opérations de maintien de la Paix. Si davantage de Pays se mobilisent pour répondre aux défis de personnel en uniforme ; la question de la participation significative des femmes se pose avec acuité. Pourtant, la participation significative des femmes aux opérations de maintien de la paix est tout autant aussi importante que celle des hommes. Les femmes en uniforme peuvent jouer un rôle significatif dans la construction de la paix car leur présence accrue serait un gage pour la protection des droits des femmes dans un contexte de conflit. Comme corolaire, la proportion des femmes dans le personnel en uniforme déployé est passé de 1% en 1993, à 4.7% du personnel militaire et 10.8% du personnel de police en 2009.

Malgré la présence croissante des femmes dans les opérations de maintien de la paix, leur nombre reste encore bien en dessous des normes établies par les Nations Unies pour l'horizon 2028, à savoir 20% des unités de police constituées (UPC), 30% des agent.e.s de police hors unités constituées (IPO) et 25% des observateur.trice.s et du personnel militaires et 15% des effectifs militaires.

A l'instar de nombreux pays Africains, la Côte d'Ivoire est impliquée dans la résolution des conflits dans le monde en qualité de Pays fournisseur de contingent ou de personnel de Police. La Côte d'Ivoire a ainsi contribué aux missions suivantes : MINURCA en Centrafrique (1998-2000), MINUSTAH en Haïti (2005-2015), MINUSCAT en Centrafrique et au Tchad (2007-2010), MINUAD au Darfour (2012-2014), MONUSCO en République Démocratique du Congo (2012-2015), MINUSMA au Mali (depuis 2013) et MINUSCA en République Centrafricaine (depuis juillet 2016). En 2021, la Côte d'Ivoire a déployé 106 agent.e.s de police et 785 hommes/femmes de personnel militaire à diverses opérations de maintien de la Paix des Nations Unies.

Si l'engagement du pays à la promotion de la paix semble clairement affiché, les conditions de déploiement et les pratiques de déploiement du personnel en uniforme en général, et des femmes en particulier restent insuffisamment documentés. L'identification des facteurs déterminant le nombre et la nature du déploiement est indispensable pour améliorer la participation significative des femmes aux opérations de la paix. La conduite d'une évaluation qui relève les obstacles et opportunités à la participation significative des femmes s'inscrit donc dans la dynamique de conscientisation sur les inégalités entre les sexes. Les résultats de cet exercice seront utiles pour mobiliser les parties prenantes en faveur de la résolution des problématiques de genre dans la participation aux opérations de maintien de la paix. La CAPEC se propose de mener cette mission en évaluant les conditions de la participation significative des agent.e.s de Police aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

2. **Compréhension de la Mission**

La mission d'évaluation de la participation significative des femmes aux opérations de maintien de la paix vise à identifier les obstacles et les opportunités qui freinent ou favorisent le déploiement des femmes aux opérations de maintien de la Paix. La participation significative est attendue non seulement comme le nombre ou la proportion des femmes déployées, mais également par le fait que les besoins des femmes sont satisfaits lors de ces opérations et qu'elles aient accès aux mêmes opportunités, rôles et ressources à des niveaux de qualification

semblables. L'évaluation est conduite en ayant recours à la Méthode d'Evaluation des Opportunités pour les Femmes dans les Opérations de la Paix (MOWIP).

La Méthodologie MOWIP mesure la participation significative des femmes en uniforme aux opérations de paix des Nations Unies en se focalisant sur cinq piliers à savoir les Besoins, l'Accès, la Participation, les Ressources et l'Impact (BAPRI). Sur la base de ces piliers, l'investigation porte sur dix thèmes dont deux thèmes transversaux, en considérant trois périodes (avant le déploiement, la période de déploiement et la période post-déploiement) du processus de déploiement.

Ces dix thèmes qui identifient tous les facteurs qui déterminent le nombre et la nature de la participation des femmes (selon la perspective de la Côte d'Ivoire) sont :

- Avant le déploiement : la population éligible (ici les femmes), les critères de déploiements, la sélection pour le déploiement ; les contraintes domestiques
- La période de déploiement : les infrastructures des opérations de paix, les expériences dans les opérations de paix
- La période post-déploiement : l'avancement professionnel et le leadership en cascade
- Les thèmes transversaux : les rôles basés sur le genre et l'exclusion social

Pour évaluer chacun de ces thèmes, la méthodologie MOWIP mobilise trois outils qui permettent de capter un ensemble complet d'indicateurs déterminant les obstacles et les opportunités dans les dix thèmes concernés. Ces outils comprennent : une fiche d'information institutionnelle (FII), une enquête auprès du personnel masculin et féminin, des entretiens avec des décisionnaires clés dans le cadre des opérations de paix. La triangulation de ces trois sources d'information permet de produire un rapport d'évaluation qui permettent d'identifier les priorités et partager les bonnes pratiques en matière de promotion de l'égalité du genre dans les opérations de maintien de la paix.

3. Brève présentation du CIRES

Le Centre Ivoirien de Recherches Economique et Sociale (CIRES) a été créé en 1971 par décret présidentiel n°71-133 du 16 mars 1971, avec statut d'Institut d'Université. Le centre a pour objet de compléter le travail d'enseignement de l'UFR des Sciences Economiques et de Gestion (UFR-SEG) par des activités de recherche concernant les problèmes économiques et sociaux de la Côte d'Ivoire et des pays de la Sous-Région d'une part, et d'établir des relations suivies avec le maximum d'organes économiques publics ou privés, et publier des travaux de recherche concernant les disciplines économiques et sociales, d'autre part.

Les objectifs poursuivis par le CIRES sont les suivants :

- i. Identifier les problèmes économiques et sociaux de la Côte d'Ivoire ainsi que ceux de la Sous-Région ;
- ii. Réaliser des études économiques et sociales afin de trouver des solutions aux problèmes identifiés ;
- iii. Conduire la réflexion et la recherche fondamentale
- iv. Animer le débat scientifique en économie dans la société ivoirienne et dans la Sous-Région ;

- v. Dispenser une formation à vocation régionale en économie et en sociologie rurales à travers des DESS et un Doctorat, ainsi que la formation en Gestion des Politiques Economiques ;
- vi. Dispenser une formation continue en économie et en Gestion ;
- vii. Organiser des séminaires et des forums de très haut niveau.

Le CIRES compte une cinquantaine de chercheurs permanents et une vingtaine de chercheurs associés de haut niveau, dont 45 hommes et 06 femmes, ce qui le place au premier rang des Centres de Recherche les mieux nantis en ressources humaines de l'Afrique noire francophone. En effet, le CIRES est doté de ressources humaines variées comprenant aussi bien des économistes, des démographes, des ingénieurs statisticiens, des sociologues que des ingénieurs agronomes.

Le CIRES a eu l'opportunité d'acquérir une solide expérience en planification de l'économie nationale, puisqu'il était en général associé à ces exercices, notamment en ce qui concerne le volet économie rurale. Avec l'importance grandissante prise par les problèmes macro-économiques et le secteur secondaire, il s'est judicieusement adapté au nouveau contexte. En plus de l'Administration publique, le CIRES est ouvert au secteur privé et à la société civile. Ainsi, les chercheurs du CIRES ont conduit plusieurs consultations au compte des entreprises privées installées en Côte d'Ivoire, de Chambres Consulaires (Chambres de Commerce et d'Industrie par exemple) et d'ONG sur des problèmes d'ordre économique et financier. La production scientifique se réalise autour de **Cinq Unités de Recherche à savoir l'UR Economie et Sociologie Rurale, l'UR Macroéconomie et Modélisation, l'UR Ressources Naturelles et Environnement, l'UR Ressources Humaines et lutte contre la Pauvreté et l'UR Economie des Institutions et Microéconomie Appliquée.** Le CIRES met l'accent sur la recherche appliquée à travers **trois Cellules : la Cellule Genre et Développement (CGD), la Cellule d'Analyse des Relations Economique Internationales (CAREI) et la Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du CIRES (CAPEC).**

4. BREVE PRESENTATION DE LA CAPEC

La Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du CIRES (CAPEC) est un Think Tank créée en 1992 et opérationnel en 1993, sous l'initiative de la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF) et l'Etat de Côte d'Ivoire, représenté par l'Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody à travers le Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales (CIRES). La création de la CAPEC se justifiait par la nécessité d'apporter une assistance technique au Gouvernement dans la quête de solutions à une croissance économique

soutenue, favorable à la réduction de la pauvreté et à celle de son incidence sur les populations ivoiriennes².

Par le biais de ses productions scientifiques à finalité pratique, la CAPEC se présente comme un prestigieux organe de référence dans la maîtrise du développement économique de la Côte d'Ivoire et des Pays de la Sous-Région Ouest Africaine.

Trois structures sont impliquées dans la gouvernance, la gestion et l'animation de la CAPEC : le Comité de Pilotage, la Direction du Projet, et l'Unité de Recherche.

Le Comité de Pilotage : Il est composé de dix membres dont des représentants du Gouvernement (Ministères de l'Economie et Finances, en charge de l'Industrie, du Plan et Développement), du Parlement, du Conseil Economique et Social, du BNETD, de la Société Civile et du monde Universitaire (Université Félix Houphouët-Boigny et CIRES). Le Comité de Pilotage décide de toutes les questions ayant trait à la vie et aux activités de la CAPEC. Il est l'organe chargé du suivi des activités de la Cellule. Il se réunit deux fois par an en réunions ordinaires et une fois en réunion extraordinaire. Son fonctionnement est régi par un règlement intérieur.

La Direction de la CAPEC a pour mission de mettre en œuvre et de coordonner les activités de recherche et d'administrer la Cellule sous la supervision du Comité de pilotage. Elle est assurée par (i) le Directeur, et (ii) le personnel d'encadrement.

L'Unité de recherche se compose de chercheurs permanents dont la mission principale est de mener des activités de recherche appliquée dans le domaine des sciences sociales. Cette équipe est renforcée par une centaine de chercheurs et experts associés issus des universités et des grandes écoles de Côte d'Ivoire, des instituts de recherche, des organisations professionnelles et de l'Administration.

La CAPEC mène quatre activités principales à savoir :

- La production de travaux scientifiques issus de la recherche appliquée, destinée à éclairer la politique économique du gouvernement, du secteur privé, des organismes internationaux, des partenaires aux développement, etc.
- La diffusion de l'information économique à travers la dissémination des travaux de recherche par l'organisation de fora, séminaires et conférences ;
- La réalisation des études commanditées par l'administration publique, le secteur privé, la société civile et les institutions internationales ;
- La conduite de formations continues au profit des cadres de l'administration publique, du secteur privé et de la société civile.

5. EXPERIENCE ET MISSIONS SIMILAIRES

La CAPEC a une longue expérience dans la conduite de travaux de recherche, d'études et de formation. Elle a réalisé de nombreuses études au profit des institutions internationales et nationales.

Au niveau international, la CAPEC a effectué plusieurs travaux pour le compte du Programme

² <http://www.capec-ci.org/NEW/Objectifs-Creation>

des Nations Unies pour le Développement (PNUD)³, le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF)⁴, le Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et Banque Mondiale (BM), la Banque Africaine de Développement, l'ACBF, l'UEMOA, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Concernant la présente mission, la CAPEC s'est dotée, au fil d'années, d'une expertise riche et variée en matière d'évaluation de projets/programmes et de politiques publiques. A titre d'illustration, la CAPEC a participé, en 2014 à l'évaluation de l'Initiative pour la Transition Côte d'Ivoire (CITI) pour le compte de l'USAID, à l'évaluation du cadre de concertation Etat-Secteur Privé (CCESP) pour le compte du Ministère de l'Economie et des Finances en 2016, à l'évaluation du Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP) dans son volet gouvernance d'Entreprise en 2019 et vient d'achever en octobre 2021, l'évaluation d'impact du Service Civique d'Action pour l'Emploi et le Développement (SCAED).

Les informations relatives à quelques missions similaires réalisées par la CAPEC sont présentées dans les fiches projets suivants :

Fiche 1 : Mission 1

Nom de la Mission : Elaboration des plans de transformation sectorielle des chaînes de valeur agricole : analyse des contraintes, des causes et propositions de solutions		Valeur approximative des services (en francs CFA) : 150 000 000
Pays : Côte d'Ivoire Lieu : Côte d'Ivoire		Durée de la mission (mois) : 04
Nom du Client : Cabinet du Premier Ministre, Chef du Gouvernement		Nombre total d'employés /mois ayant participé à la Mission : 17
Adresse : Abidjan, Plateau		Valeur approximative des services offerts par votre société dans le cadre du contrat (en Euro) : 228 673,53
Date de démarrage (mois/année) :	Juillet 2021	Nombre d'employés/mois fournis par les consultants associés : 12
Date d'achèvement (mois/année)	En cours de réalisation	

3 « Gouvernance et planification : quel rôle dans l'émergence des pays » ; « Moteurs de la croissance et l'ouverture commerciale en Côte d'Ivoire », « émergence et le développement humain durable /conditions de l'émergence en Côte d'Ivoire », « transformation structurelle et développement sectoriel en Côte d'Ivoire » en 2014

4 Stratégie accélérée pour la survie et le développement de l'enfant (SASDE) en 2010, revue des dépenses publiques dans le secteur de la santé en partenariat avec la Banque Mondiale en 2016

Noms des consultants associés : Prof NIAMKE Sébastien Dr ZOUE Lessoy Dr ZAKRA Nicodème Me KOUAME Noël Faustin Dr N'GRATIER Antoine Dr ALABI M. YEPIE Alphonse M. N'CHO Patrice M. KOUADIO Essui Emmanuel M. ETIEN Malan M. GNEBA Paul M. Asseh N'GORAN	Nom des cadres professionnels : Prof AHOURE Alban Dr KRAMO Germain Dr ABOUA Christian M. KESSE Tano M. YEO Kolotioloma
Description du projet : Elaborer des plans de transformation sectorielle des chaînes de valeur agricole. Il s'agit plus spécifiquement d'effectuer : (i) une analyse des contraintes à la Production, transformation et commercialisation des filières agricoles, (ii) une analyse des causes profondes des contraintes identifiées et (iii) des propositions de solutions en termes de réforme et d'investissement avec un <i>costing</i> des investissements.	
Description des services effectivement rendus par votre personnel dans le cadre de la mission : (i) revue documentaire, (ii) collecte de données qualitatives et quantitatives ; (iii) analyse descriptive ; (iv) recommandations pertinentes pour la transformation de la chaîne de valeur agricole, (v) production de rapports.	
Nom du Consultant : Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du CIRES (CAPEC)	

Fiche 2 : Mission 2

Nom de la Mission : Impacts des politiques publiques liées à la pandémie du COVID-19 sur le secteur informel, les femmes et les jeunes : cas du Burkina-Faso, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire et du Sénégal		Valeur approximative des services (en francs CFA) : 551 469 685
Pays : Burkina-Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Sénégal Lieu : Côte d'Ivoire		Durée de la mission (mois) :
Nom du Client : Centre de recherches pour le développement international (CRDI)		Nombre total d'employés /mois ayant participé à la Mission : 10
Adresse :		Valeur approximative des services offerts par votre société dans le cadre du contrat
Date de démarrage (mois/année) : Date d'achèvement (mois/année) :	Décembre 2020 En cours	Nombre d'employés/mois fournis par les consultants associés : 02
Noms des consultants associés : - Dr LOGNON - Dr TRAORE Nohoua		Nom des cadres professionnels : - Pr AHOURE Alban Alphonse E - Pr KIMOU Assi Carlos José - Dr BINATE Namizata, épouse FOFANA - Dr KOUADIO Kouassi Boniface - Dr BECHO Isabelle - Mlle ESMEL Edj'm Marie Victoire - Mme DAGRA née YAO Rachelle

	- Mlle AGNIMEL Meliou Evelyne
Description du projet :	
<p>L'objectif général de ce projet de recherche est de contribuer à une meilleure compréhension des incidences socio-économiques de la COVID-19 sur les populations vulnérables en Afrique sub-saharienne, en nous focalisant sur les cas du Burkina-Faso, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire et du Sénégal, qui sont parmi les pays les plus affectés dans la région.</p> <p>Spécifiquement, il s'agit de :</p> <ol style="list-style-type: none"> évaluer l'impact de la COVID-19 et des mesures de riposte économique prises sur les indicateurs macroéconomiques dans les différents pays de l'étude ; évaluer les changements dans les activités, les revenus, la consommation et le bien-être (violences conjugales, confiance dans l'avenir) des personnes vulnérables telles que celles du secteur informel, les jeunes et les femmes (inégalités de genre, autonomisation) ; évaluer l'impact des politiques publiques mises en œuvre du fait de la crise sur la résilience des acteurs du secteur informel, des jeunes et des femmes (activités, revenus, consommation, et bien-être : violences domestiques) ; identifier les politiques publiques et les mécanismes de mise en œuvre (gouvernance), qui entraînent des impacts plus importants sur les populations vulnérables ; faire des recommandations de politiques économiques pour une meilleure prise en compte des personnes vulnérables dans les politiques de riposte ou de lutte contre la pandémie du Covid-19 mais aussi contre toute autre pandémie en Afrique sub-saharienne. 	
Description des services effectivement rendus par votre personnel dans le cadre de la mission : (i) une revue documentaire, (ii) une collecte de données secondaires ; (iii) une collecte de données primaires quantitatives et qualitatives, (iv) une analyse descriptive, (v) un modèle microéconomique d'évaluation d'impact, (vi) un modèle d'évaluation macroéconomique	
Nom du Consultant : Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du CIRES (CAPEC)	

Fiche 3 : Mission 3

Nom de la Mission : Analyse de l'effet de l'employabilité des jeunes sur la violence urbaine en période post-conflit en Côte d'Ivoire		Valeur approximative des services (en francs CFA) : 157 830 690
Pays : Côte d'Ivoire Lieu : Côte d'Ivoire		Durée de la mission (mois) :
Nom du Client : Centre de recherches pour le développement international (CRDI)		Nombre total d'employés /mois ayant participé à la Mission : 06
Adresse :		Valeur approximative des services offerts par votre société dans le cadre du contrat
Date de démarrage (mois/année) :	Novembre 2019	Nombre d'employés/mois fournis par les consultants associés : 02
Date d'achèvement (mois/année) :	En cours	

Noms des consultants associés : - Dr KOUYATE Patricia - Dr KRA Kouamé W.	Nom des cadres professionnels : - Pr KIMOU Carlos Assi José Carlos. - Pr AHOURE Alban Alphonse E. - Dr KOUADIO Kouassi Boniface - Dr BECHO Isabelle - Mlle COULIBALY Djélika - M. BOZA Boza Fidèle
Description du projet : L'objectif général de ce projet de recherche est d'explorer le lien entre les opportunités économiques et la violence des jeunes afin de mettre à la disposition des décideurs, des managers de programmes de réinsertion des jeunes, des résultats susceptibles de les orienter dans leurs actions et prises de décisions De façon spécifique, il s'agit de : <ol style="list-style-type: none"> i. Établir le lien entre l'accès à l'emploi et la violence des jeunes à travers l'évaluation de l'impact du programme SCAED sur la violence des jeunes, en différenciant selon le genre ; ii. Éclairer les autorités sur les effets des différentes politiques de d'insertion socio-économiques des jeunes sur la violence à travers l'estimation de l'effet de la participation des jeunes sous Ordonnance de Garde Provisoire (OGP) aux activités du Centre d'Observation des Mineurs (COM) sur le récidivisme dans la violence, différenciés selon le genre ; iii. Évaluer l'effet de l'accès à l'emploi sur le comportement violent des jeunes à travers le cas du secteur informel du transport ; iv. Faire des recommandations de politiques économiques en faveur d'une meilleure réinsertion des jeunes et de la réduction de la violence dans la situation de post conflit en Côte d'Ivoire. 	
Description des services effectivement rendus par votre personnel dans le cadre de la mission : (i) une revue documentaire, (ii) une collecte de données secondaires ; (iii) une collecte de données primaires quantitatives et qualitatives, (iv) une analyse descriptive, (v) un modèle microéconomique d'évaluation d'impact	
Nom du Consultant : Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du CIRES (CAPEC)	

Ficher 4 : Mission 4

Nom de la Mission : Examen stratégique national « FAIM ZERO » Côte d'Ivoire		Valeur approximative des services (en francs CFA) : 56.620.000
Pays : Côte d'Ivoire Lieu : Côte d'Ivoire		Durée de la mission (mois): 07
Nom du Client : Programme alimentaire mondial (PAM)		Nombre total d'employés /mois ayant participé à la Mission :
Adresse : Abidjan, Plateau		Valeur approximative des services offerts par votre société dans le cadre du contrat (en Euro) : 83.311
Date de démarrage (mois/année) : Date d'achèvement (mois/année)	Août 2017 Février 2018	Nombre d'employés/mois fournis par les consultants associés :

<p>Noms des consultants associés :</p> <p>DOSSO Harouna, Expert en production végétale AHONZO Niamké Sébastien, Expert en Sécurité Alimentaire ZOUE Lessoy Yves Thierry, Expert en Nutrition N'DRI Ahoutou Louis, Médecin Expert en Nutrition LOGNON Jean-Louis, Socio-Economiste ABOUA Christian, Economiste Industriel ASSA Boka Stéphane, Economiste Industriel NEVRY Yessoh Marie Delphine, Economiste du développement</p>	<p>Nom des cadres professionnels : Pr AHOURE Alban Alphonse E. Pr KAMGNIA Bernadette Dia Dr FE Doukouré Charles</p>
<p>Description du projet : de faciliter la mise en œuvre et le progrès vers la réalisation de l'ODD 2, afin de permettre à la Côte d'Ivoire de mieux œuvrer à éliminer l'insécurité alimentaire et la malnutrition.</p> <p>i. Établir une analyse conjointe globale de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Côte d'Ivoire dans le cadre de l'ODD 2 ;</p> <p>ii. Déterminer les progrès atteints à travers les politiques, les programmes, les capacités institutionnelles et les ressources visant à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition et d'identifier les lacunes dans les différentes interventions, dans les ressources disponibles et dans les capacités institutionnelles pour l'atteinte de l'ODD 2 en Côte d'Ivoire ;</p> <p>iii. Discuter et prioriser les actions qui seraient nécessaires pour pallier aux lacunes constatées au niveau des interventions afin d'accélérer le progrès vers la réduction de la faim à zéro ainsi que de fournir un aperçu de la mise en œuvre de ces actions ;</p> <p>iv. Identifier les objectifs et les cibles dans les contextes de la sécurité alimentaire et de la nutrition exprimés ou implicites dans les plans nationaux et les accords régionaux visant à faire progresser les efforts vers la « faim zéro » ;</p> <p>v. Faire des recommandations pour l'atteinte de l'objectif « Faim Zéro » à l'horizon 2030 en Côte d'Ivoire en y identifiant des étapes principales et des acteurs clés.</p>	
<p>Description des services effectivement rendus par votre personnel dans le cadre de la mission : (i) revue documentaire ; (ii) collecte de données secondaires et qualitatives, et (iii) analyses descriptives des données.</p>	
<p>Nom du Consultant : Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du CIRES (CAPEC)</p>	

Fiche 5 : Mission 5

<p>Nom de la Mission : Etude sur la perception de la corruption au sein de l'administration économique et financière</p>		<p>Valeur approximative des services (en francs CFA): 29 800 000</p>
<p>Pays : Côte d'Ivoire Lieu: Côte d'Ivoire</p>		<p>Durée de la mission (mois):</p>
<p>Nom du Client: Inspection Générale des Finances (IGF)</p>		<p>Nombre total d'employés /mois ayant participé à la Mission:</p>
<p>Adresse :</p>		<p>Valeur approximative des services offerts par votre société dans le cadre du contrat (en FCFA) :</p>
<p>Date de démarrage (mois/année) :</p>	<p>Date d'achèvement (mois/année) : En cours de réalisation</p>	<p>Nombre d'employés/mois fournis par les consultants associés :</p>
<p>Noms des consultants associés :</p>		<p>Nom des cadres professionnels : Pr KIMOU Assi José Carlos Pr AHOURE Alban Alphonse E. Dr FE Doukouré Charles Dr BOYE Gnadé Roméo M. OUATTARA Assouman</p>

<p>Description du projet : Disposer d'une mesure actualisée et fiable de la perception du phénomène de corruption au sein de l'Administration économique et financière analyser la qualité de cette dépense (pertinence, efficacité et efficience)</p> <ol style="list-style-type: none"> i. Sonder les personnels des grandes directions générales des ministères de l'économie et des finances, du budget et du portefeuille de l'Etat sur la perception de la corruption dans leurs différents services ; ii. Sonder les usagers des ministères de l'économie et des finances, du budget et du portefeuille de l'Etat sur la perception de la corruption dans leurs rapports avec les différents services ; iii. Disposer d'indicateurs synthétiques renseignant sur le niveau de la corruption au niveau sectoriel et au niveau global au sein de l'Administration économique et financière ; iv. Comparer les résultats obtenus avec les informations véhiculées dans les classements internationaux en matière de lutte contre la corruption ; v. Proposer un mécanisme d'actualisation régulière et efficace des indicateurs ainsi mesurés.
<p>Description des services effectivement rendus par votre personnel dans le cadre de la mission : (i) revue documentaire, (ii) collecte de données primaires et secondaires ; (iii) analyse descriptive (complétée par une analyse économétrique) ; (iv) approche multidimensionnelle pour la construction de l'indice de perception de la corruption ; (v) mise en place d'un panel pour le suivi et l'opérationnalisation de l'évaluation de la perception de la corruption dans l'Administration économique et financière en Côte d'Ivoire</p>
<p>Nom du Consultant : Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du CIRES (CAPEC)</p>

Nom de la Mission: Etude d'impact des radios de proximité en Côte d'Ivoire		Valeur approximative des services (en francs CFA): 40 000 000
Pays: Côte d'Ivoire Lieu: Toute l'étendue du territoire		Durée de la mission (mois): 12
Nom du Client: Haute Autorité de la communication audiovisuelle (HACA)		Nombre total d'employés /mois ayant participé à la Mission: Six (6)
Adresse		Valeur approximative des services offerts par votre société dans le cadre du contrat (en dollars courants ou en Euros) : 60 980 Euros
Date de démarrage (mois/année) :	Décembre 2015	Nombre d'employés/mois fournis par les consultants associés : Cinq (5)
Date d'achèvement (mois/année)	Novembre 2016	
Noms des consultants associés : LOGNON Jean Louis DJLE Dagbo Valère KOUASSI Franck Méline ADOH Bissé Daniel DIBY Papy Trésor		Nom des cadres professionnels: KANGA Kouamé Désiré

<p>Description du projet : évaluer l'effet des radios de proximité sur les populations et de parvenir à mettre en place une stratégie de communication de ces médias.</p> <ol style="list-style-type: none"> examiner les réactions des auditeurs potentiels des radios de proximité en milieu rural ; faire une analyse critique des apports de ces médias de proximité sur le comportement des populations locales ; vérifier la capacité des radios de proximité à mesurer l'impact de leurs émissions sur les populations des localités dans lesquelles elles émettent ; vérifier que les radios de proximité disposent suffisamment de financement, de personnel qualifié, de matériels et équipements adéquats pour mieux informer les populations ; proposer les techniques d'implication des populations locales dans le fonctionnement des radios de proximité ; proposer des stratégies de communication des radios de proximité permettant de faire leur promotion.
<p>Description des services effectivement rendus par votre personnel dans le cadre de la mission : la revue documentaire, la collecte de données qualitatives et une enquête auprès des ménages, analyse descriptive et économétrique des données</p>
<p>Nom du Consultant: Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du CIRES (CAPEC)</p>

Nom de la Mission: evaluation du partenariat etat – secteur privé		Valeur approximative des services (en francs CFA): 18 000 000
Pays: Côte d'Ivoire Lieu : Toute l'étendue du territoire		Durée de la mission (mois): sept (07)
Nom du Client: Comité de Concertation Etat/Secteur Privé (CCESP)		Nombre total d'employés /mois ayant participé à la Mission: cinq (05)
Adresse : Plateau Abidjan - Côte d'Ivoire. Tel : (+225) 20 22 11 25		Valeur approximative des services offerts par votre société dans le cadre du contrat (en dollars courants ou en Euros) : 27481 Euros
Date de démarrage (mois/année) :	Mars 2015	Nombre d'employés/mois fournis par les consultants associés : trois (03)
Date d'achèvement (mois/année)	Septembre 2015	
Noms des consultants associés : Dr LOGNON JEAN LOUIS, Sociologue ; M BARRY ISMAËL, expert en suivi et évaluation ; Mme KOUYATE PATRICIA		Nom des cadres professionnels : Prof. KIMOU Assi José Carlos, coordonnateur ; M YAPI SOSTHENE, Assistant en suivi et évaluation.
Description du projet : Faire l'état des lieux du dialogue public-privé et évaluer le partenariat entre l'Etat et le Secteur Privé en Côte d'Ivoire.		
Description des services effectivement rendus par votre personnel dans le cadre de la mission :		
<ol style="list-style-type: none"> présenter la configuration du Dialogue Public Privé en Côte d'Ivoire présenter la cartographie du Secteur Privé et évaluer le niveau d'implication des organisations professionnelles au Dialogue Public Privé ; évaluer les actions mises en œuvre par le CCESP ; déterminer et évaluer les actions menées par les administrations pour répondre aux préoccupations du Secteur Privé ; recenser les réformes du Gouvernement en faveur du Secteur Privé ; apprécier le degré de satisfaction du Secteur Privé vis-à-vis de ces réformes ; 		



Nom de la Mission : Évaluation de performance de l'initiative de transition en Côte d'Ivoire		Valeur approximative du contrat (en FCFA): 11 900 000
Pays : Côte d'Ivoire Lieu : Abidjan et intérieur du pays		Durée de la mission (mois) : 3
Nom du Client : U.S.Agency for International Development (USAID)		Nombre total d'employés /mois ayant participé à la Mission : Trois (03)
Adresse :+225 22 49 41 32 Stephanie Saenger 1300 Pennsylvania Ave NW Washington, DC 20523 USA Phone 202-712-1623 Ambassade des Etats unis		Valeur approximative des services offerts par votre société dans le cadre du contrat Euros : 18164
Date de démarrage (mois/année) :	Janvier 2014	Nombre d'employés/mois fournis par les consultants associés :
Date d'achèvement (mois/année)	Mars 2014	
Noms des consultants associés/partenaires éventuels :		Nom des cadres professionnels de votre société employés et fonctions exécutées (indiquer les postes principaux, par ex. Directeur/coordonnateur, Chef d'équipe) : Prof. Kimou Assi José Carlos (Coordonnateur, chef d'équipe)
Description du projet : cette évaluation vise à déterminer l'efficacité de l'appui de Citi-a à la transition ivoirien. En effet, il s'agissait de montrer comment Citi a contribué ou non à la réduction de la violence et au renforcement de la cohésion sociale et tirer les leçons pour les interventions futures de l'USAID.		
Description des services :		
Revue documentaire, observation directe, collecte de donnée qualitative, production du rapport d'étude		
Nom du Consultant : Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du CIRES (CAPEC)		
vii. relever les attentes des parties prenantes et identifier les points d'amélioration du cadre actuel ; viii. faire des recommandations à travers une matrice d'actions.		
Nom du Consultant : Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du CIRES (CAPEC)		

Nom de la Mission: Stratégies d'améliorations des indicateurs de gouvernance en Côte d'Ivoire		Valeur approximative des services (en francs CFA): 7.250.000
Pays: Côte d'Ivoire Lieu: Toute l'étendue du territoire		Durée de la mission (mois): deux (02)
Nom du Client: Secrétariat national à la gouvernance et au renforcement de capacité(SNGRC)		Nombre total d'employés /mois ayant participé à la Mission: deux (02)
Adresse :		Valeur approximative des services offerts par votre société dans le cadre du contrat (en Euros) : 11.053
Date de démarrage (mois/année) :	Septembre 2012	Nombre d'employés/mois fournis par les consultants associés : un (01)
Date d'achèvement (mois/année)	Octobre 2012	
Noms des consultants associés : M. YOUAN BI JULIEN		Nom des cadres professionnels: Prof. AHORE ALBAN
Description du projet : Cette étude permet de présenter les différents indicateurs de gouvernance pour lesquels la Côte d'Ivoire est notée ou classée et fait l'analyse des performances du pays en comparaison avec la situation moyenne dans les pays de l'UEMOA (Union Economique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest) et de la CEDEAO (Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest).		
Description des services effectivement rendus par votre personnel dans le cadre de la mission : une revue documentaire, une collecte et une analyse des données statistiques, la rédaction du rapport et formulation des recommandations.		
Nom du Consultant: Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du CIRES (CAPEC)		

6. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Dans le cadre de l'initiative ELSIE, la Côte d'Ivoire s'engage à évaluer l'une de ses institutions de sécurité, en l'occurrence la Police Nationale quant à la participation significative des femmes aux actions de maintien de la paix des Nations Unies. En sa qualité de structure d'évaluation, la CAPEC compte mobiliser la méthodologie MOWIP dans le cadre de cette mission.

6.1. Mise en œuvre de la méthodologie MOWIP

6.1.1. Remplir la fiche d'information institutionnelle (FII)

L'équipe utilisera les outils et l'approche de la méthodologie MOWIP pour effectuer l'enquête institutionnelle. La FII sera le premier outil à renseigner et ce processus se poursuivra sur toute la durée de collecte de données jusqu'à la clôture de l'enquête et des entretiens. La FII portera sur la collecte de données qualitatives et quantitatives. Les informations à collecter seront relatives, sans être exhaustives, aux aspects ci-après : les effectifs de la Police Nationale, les politiques et programmes en cours (qu'ils soient classifiés ou non), les textes qui encadrent le déploiement du personnel de Police, les faits de harcèlement ou de discrimination et les actions correctrices entreprises ou non, la perception du rôle de la femme dans les opérations de maintien de la paix, etc. L'équipe d'évaluation conduira au préalable une revue documentaire approfondie afin d'identifier les données sensibles. Cette partie de l'étude sera conduite par les

chercheurs seniors de l'équipe d'évaluation c'est-à-dire entre 2 et 3 personnes y compris le chef de mission. Le chercheur principal conduira cette activité.

6.1.2. Les entretiens avec les décisionnaires

Concernant les entretiens avec les décisionnaires clés, nos questionnaires seront éventuellement adressés sans être exhaustifs aux grades de Commissaire Divisionnaire-Major, de Commissaire principal, de Commissaire de 1^{ère} place, et de contrôleur général ainsi que les hauts dirigeants du Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité. La liste des personnes à rencontrer sera établie à partir d'une cartographie qui permettra d'identifier les décisionnaires clés. Cette tâche initiale sera indispensable pour faciliter l'accès à la Police Nationale et à l'administration de sécurité. En définitive, la liste des personnes interviewées se fera sur la base des informations recueillies par la FII (qui permet de collecter des sources et indications pertinentes sur les personnes à interroger) et de la cartographie des parties prenantes. L'échantillonnage par boule de neige permettra de compléter la liste arrêtée. Les entretiens seront enregistrés pour transcription sous réserve de l'obtention du consentement des personnes interrogées. Les doctorants et autres chercheurs juniors en sciences sociales seront recrutés et formés pour appuyer l'équipe dans cette phase de collecte de données qualitatives.

La durée moyenne anticipée d'un entretien se situe entre 60 et 90 minutes. Pour une journée de 8 heures de travail, il serait possible d'enquêter en moyenne 4 personnes si l'on tient compte du temps de déplacement et de la disponibilité des décisionnaires sélectionnés. La mission constituera deux équipes de deux personnes soit 4 personnes pour la réalisation de ces entretiens pour une durée maximale de 8 jours. Une équipe de collecte sera composée d'un.e chercheur.e. sénior.e. et d'un.e chercheur.e. junior.e. Le nombre total anticipé de décisionnaires clés à interroger est donc d'environ 35 décisionnaires.

6.1.3. L'enquête

6.1.3. a *Echantillonnage*

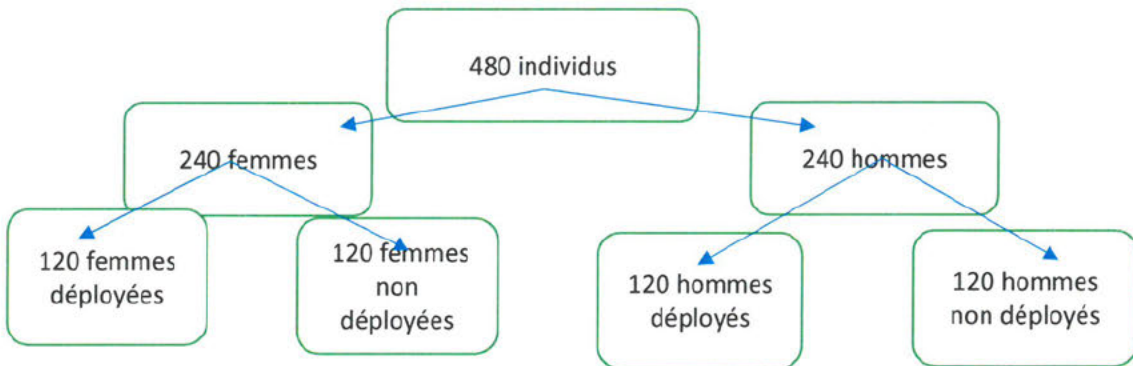
Conformément aux termes de références qui prévoit : « Une enquête auprès de minimum 380 membres du personnel hommes et femmes avec une parité du genre », l'on aura recours à la technique de l'échantillonnage par quotas en prenant en compte les principaux critères suivants : la géographie, le statut de déploiement et le sexe. Cette technique nous permettra de satisfaire aux objectifs susmentionnés et d'appréhender pour des questions d'analyses et désagrégation des considérations telles que le grade et l'unité, sans qu'elles ne soient retenues au nombre des critères d'échantillonnage. Au vu des spécificités de la mission, la sélection des participant-e-s dans chaque groupe de quota se fera à partir des techniques d'échantillonnages aléatoire.

L'échantillon tiendra compte des trois corps de la Police Nationale, notamment les Corps des sous-officiers de police, les Corps des officiers de police et les Corps des commissaires de Police ayant ou pas été déployés dans le cadre des opérations de maintien paix des Nations Unies, proportionnellement à l'effectif de chaque corps dans l'ensemble de l'effectif de la Police Nationale.

Les premières informations reçues du Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité estiment l'effectif féminin de la Police Nationale à 1336 agentes réparties comme suit : Commissaires

(8%) Capitaines (7%), Lieutenants (9%), Adjudants (30%), Sergents (46%). La Côte d'Ivoire déploie actuellement 112 agent.e.s. de police dans les opérations de maintien de la paix dont 29,46% de femmes. Par ailleurs, jusqu'en 2019, 13% du personnel de police déployé était des femmes. Sur la base de ces informations et compte tenu de la longue histoire de participation aux Opérations de Maintien de la Paix de la Côte d'Ivoire, il est possible d'avoir un échantillon plus important indispensable pour capter les différences de genre dans la participation aux opérations de maintien de la paix. Nous prévoyons donc sur la base des principes qui régissent la technique des quotas et sous réserve des caractéristiques des unités de la population éligible, un échantillon de 480 individus. Ce choix plus important de l'échantillon a été fait pour garantir une meilleure analyse.

L'échantillonnage prévisionnel est schématisé comme suit :



Les agent.e.s à enquêter seront sélectionné.e.s. de façon aléatoire dans chaque sous-groupe.

6.1.3. b Mise en œuvre de l'enquête

Dans le cadre de la mise en œuvre de la collecte, en raison de l'envergure de l'évaluation et des données sensibles à collecter, la CAPEC sera techniquement appuyée par l'Institut National de Statistique (INS) dans l'échantillonnage, la formation des agents, le suivi de la collecte et le nettoyage des données de l'enquête. Cette assistance de l'INS permettra de garantir la qualité et la fiabilité des données collectées. Dans cette optique, la collecte se fera via la plateforme de collecte **ISURVEYS** par une équipe de doctorant.e en sciences sociales expérimenté.e.s dans la collecte de données avec support numérique (tablettes). Par ailleurs, l'appui de la DCAF sera également nécessaire dans la formation de l'ensemble de l'équipe d'évaluation pour une meilleure compréhension de la méthodologie MOWIP, mais également dans la formation des enquêteur.trice.s.

Il existe des possibilités de collecte hors réseau et des téléchargements automatiques des données. Toutefois, la collecte ne devrait pas souffrir de défaut de synchronisation des données en raison de la bonne couverture nationale du réseau Internet. Ces enquêteurs/enquêtrices seront au préalable formé.e.s et une enquête pilote conduite. L'on s'assurera que l'équipe d'enquêteur.trices soit constituée d'autant d'hommes que de femmes expérimenté.e.s.

Sous l'hypothèse qu'un.e enquêteur.trice interroge au maximum 3 personnes par jour, pour une durée de 8 jours de collecte de données, 20 enquêteur.trice.s seront recruté.e.s parmi 24 qui seront formé.e.s. Les 04 enquêteur.trice.s supplémentaires constitueront une réserve pour d'éventuels remplacements en cas d'indisponibilités des enquêteur.trice. recruté.e.s au moment du départ sur le terrain.

Au total, 20 agent.e.s de collecte de données assisteront, l'équipe d'évaluation. Les questionnaires seront bien avant contextualisés (formulation adéquate, terminologie de la Police Nationale, etc.) en étroite collaboration avec les différentes parties prenantes à l'évaluation. Par ailleurs, l'équipe de recherche adoptera une bonne stratégie de stockage et de sécurisation des données (FII et enquêtes) avant le lancement de l'enquête afin de préserver les données sensibles. L'on s'assurera que l'identité, le grade, et le corps des participant.e.s à l'enquête soient préservés. Les données d'enquête seront synchronisées de façon journalière et ne seront plus accessibles aux enquêteurs, un fois stockées sur le serveur. L'accès aux données sera protégé par un mot de passe et restreint à un nombre limité et connu des membres de l'équipe, à savoir le chef de mission (Prof Kimou) et le Directeur de la CAPEC (Prof Ahouré). La Police Nationale et les autorités de sécurité n'auront accès aux données que lorsqu'elles auront été désidentifiées et anonymisées.

6.2. Analyse de données

L'analyse des données collectées portera sur l'exploitation de la Fiche d'Information Institutionnelle, les entretiens avec les décisionnaires et l'enquête auprès du personnel.

Les informations collectées (effectifs, politiques institutionnelles, programmes et pratiques) dans le cadre de la FII serviront à remplir la fiche d'indicateurs MOWIP. En cas d'information insuffisante, l'on se refera à la Police Nationale pour avoir une réponse appropriée par rapport à cet indicateur. Pour chaque thème, l'on procédera par la suite à la rédaction de récit sur la base des réponses apportées aux questions de la FII.

Concernant les données d'entretien avec les décisionnaires, après la transcription des différents entretiens, l'on procédera d'une analyse de contenu des informations issus de l'entretien relatif à la prise de décision de déploiement dans les opérations de maintien de paix. Plus spécifiquement, il sera question : d'extraire pour chaque thème abordé lors des entretiens, des informations pertinentes ; d'hierarchiser ces informations en fonction de leur ordre d'apparition dans chaque entretien ; pour finir, de comparer ces sources d'information de sorte à dégager des régularités et des irrégularités. L'on insistera sur les thématiques suivantes :

- La prise de décision par rapport à la participation aux opérations de maintien de la paix ;
- La mesure dans laquelle chacun des thèmes de l'évaluation constitue un obstacle ;
- Les bonnes pratiques et les expériences de chaque thème ;
- La compréhension des systèmes et concepts mentionnés dans la FII

Au niveau de l'analyse quantitative, l'on utilisera les logiciels HarvestYourData pour la centralisation, le traitement et l'analyse de données en vue de fournir des connaissances en rapport avec les objectifs de la mission. L'équipe aura recours également au logiciel Stata 16 pour d'autres analyses, éventuellement. Sous la supervision du Chef de mission, l'INS nettoiera les données en procédant à la codification des différentes variables (dichotomiques, continues, multinomiales) et traitement des données manquantes. L'équipe veillera à la transparence dans le traitement des données d'enquête en élaborant un rapport de contrôle qualité.

L'équipe de recherche se chargera de l'analyse de données en ayant recours à la statistique descriptive (calcul de proportion, de moyennes, tests de différence de moyenne (t-test) ou de proportion (test de chi-deux) et à l'analyse de régression. Selon la variable dépendante d'intérêt, divers modèles de régression seront convoqués. Il s'agira du modèle logit (variable dichotomique), de régression linéaire (variable continue) ou le modèle logistique ordonné

(variable ordinale). Dans chaque régression, l'on intégrera des variables de contrôle en veillant à contrôler la multicollinéarité (des tests de multicollinéarité seront effectués) entre les variables explicatives, aux facteurs confondants (âge, grade, etc.) et aux variables d'interaction (féminin et déployée). La taille de notre échantillon (au-dessus du seuil minimal) sera un atout pour produire ces différentes régressions.

L'analyse des différentes bases de données (Fiche d'informations institutionnelles, entretiens et enquêtes) permettra de remplir la fiche d'indicateurs MOWIP. Ces informations permettront de créer les quatre notes suivantes :

- **Note d'écart de mise en œuvre** : pour capter les écarts entre les politiques, les pratiques et les programmes et l'expérience du personnel de Police en ce qui concerne ces politiques, pratiques et programmes ;
- **Note d'obstacle** : pour déterminer la mesure dans laquelle la participation aux opérations de maintien de la paix par le personnel de police est aisée/difficile ;
- **Note d'obstacle institutionnelle pour les femmes** : pour indiquer dans quelle mesure la participation aux opérations de maintien de la paix touche de façon disproportionnée l'effectif féminin de la Police Nationale ;
- **Note d'écart d'expérience pour les femmes** : pour capter la perception des femmes quant à l'existence d'obstacles à leur participation significative aux opérations de maintien de la paix.

Une fois les notes saisies, l'équipe de recherche s'attellera à comparer la même note sur les dix thèmes de l'évaluation afin de déterminer lesquelles sont les plus faibles ou les plus élevés. Ces analyses seront conduites par le chef de mission, appuyé par les membres seniors de l'équipe. Les recommandations qui découleront des analyses tiendront compte du contexte pays relativement aux conditions de ses engagements vis-à-vis des Nations Unies.

6.3.Création d'un cadre de collaboration : Groupe de Travail Technique (GTT)

Afin d'assurer la conduite fluide et efficace du processus d'évaluation, un Groupe de Travail Technique (GTT) sera créée. Il sera composé des membres de l'Equipe d'évaluation, des Experts de l'ONU Femmes, du Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité et de la Direction Générale de la Police Nationale (DGPN). Ce groupe restreint de dix à quinze membres se réunira donc à chaque phase critique de l'évaluation : la validation des outils, de l'échantillonnage, la liste des décisionnaires à rencontrer, les différents rapports. Le GTT fournira également un soutien administratif à l'équipe d'évaluation : Courriers, le Suivi de la collecte, la prise de RDV etc. Le GTT servira de cadre initial de discussion et de validation des différents rapports avant transmission au comité de suivi de l'évaluation. Le Comité de pilotage qui comprendra des hauts décideurs du Ministère en charge de la sécurité, de la Police nationale, de ONU Femmes et de la CAPEC sera mis à profit pour des décanter des situations nécessitant une intervention à un niveau hiérarchique plus élevé.



7. CONFIDENTIALITE DES DONNEES ET CONSIDERATIONS ETHIQUES

La collecte de données portant sur une institution de sécurité exige de prendre des précautions idoines pour assurer la confidentialité des informations collectées. La CAPEC a une expérience dans la collecte et le traitement des données sensibles eu égard aux nombreuses collaborations menées avec l'administration publique de Côte d'Ivoire. La CAPEC poursuivra cette politique de confidentialité en prenant les précautions suivantes :

- **Mise en place d'un comité de pilotage** : la principale source de risque tient à l'accès aux données pertinentes de sécurité nationale. L'instauration d'un comité de pilotage et de suivi de l'étude incluant toutes les parties prenantes (ONU Femmes, Ministère de la Sécurité, Conseil National de Sécurité, Direction Générale de la Police Nationale, Equipe d'Evaluation) permettra d'atténuer ces risques. Ce cadre de collaboration veillera au respect des questions éthiques.
- **Signature d'un protocole d'engagement éthique** : un protocole d'accord et d'engagement éthique sera signé entre la CAPEC et le Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité sur la protection des données sensibles.
- **Habilitation et accès aux données** : l'accès aux bases de données sera limité à un nombre restreint de chercheurs habilités (le Chef de Projet, agent.e. habilité.e. de l'INS pour une période limitée au nettoyage de la base, et le Directeur de la CAPEC).
- **Garanti de l'anonymat dans le traitement des données individuelles** : L'accord des personnes échantillonnées sera sollicité et obtenu avant de démarrer l'administration du questionnaire. L'enregistrement des interviews suivra la même règle, même si les personnes interviewées peuvent donner leur avis favorable pour être citées. La CAPEC veillera également à la protection des données individuelles. Les contacts (téléphone et email) ne seront utilisés que dans le cadre de l'enquête, et les informations collectées ne seront exploitées que dans le cadre de l'évaluation. Les noms et prénoms ou tout autre information permettant d'identifier le répondant seront effacés de la base. L'exploitation des données ne se fera donc strictement que sur la base de l'anonymat.

8. PRESENTATION DES CHERCHEURS CLES DE L'EQUIPE D'EVALUATION

CAPEC propose une équipe d'évaluation multidisciplinaire composée d'Economistes, de Statisticien et de sociologues, respectant la parité selon le genre. L'équipe de chercheurs seniors comprend : un expert en gouvernance du secteur de la sécurité et en évaluation de politique publique, un expert en analyse institutionnelle, un Statisticien-Economiste, une experte genre, une experte en évaluation de projet/programme et une sociologue experte en collecte et analyse de données qualitatives. Cette équipe travaillera durant toute la période d'évaluation. Elle se chargera de la revue documentaire, de la collecte des données factuelles et quantitatives, procédera au traitement et à l'analyse des données, produira le rapport d'évaluation et animera les différentes phases de dialogue avec les institutions en vue de l'appropriation des résultats de la recherche.

➤ **Prof. KIMOU Assi Jose Carlos, Expert en Gouvernance du Secteur de la Sécurité, Chef d'équipe**

M. **KIMOU Assi José Carlos**, est titulaire depuis 2006, d'un Doctorat en Sciences Economiques obtenu dans le cadre d'un programme conjoint entre l'Université Catholique de Louvain (Belgique) et l'Université de Cocody. Lauréat de la Bourse Fulbright du gouvernement américain, il a effectué ses études post-doctorales en 2011-2012 à l'université de Floride aux Etats-Unis d'Amérique. Il est depuis novembre 2015, Maître de Conférences Agrégé du CAMES dans la spécialité Economie du Développement et Directeur-Adjoint de la Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du Cires (CAPEC) en charge de la Recherche. Les travaux de Prof. Kimou portent pour l'essentiel sur la Gouvernance du secteur de la sécurité et la construction de la paix. Il a rédigé plusieurs manuscrits et articles de recherche sur diverses questions de gouvernance démocratique, notamment la criminalité, la violence, la sécurité, les conflits et la cohésion sociale dans les États fragiles. Par ailleurs, Il a été consultant en charge d'évaluation auprès de plusieurs institutions internationales dont le PNUD, l'USAID, la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement (BAD) sur les questions relatives à la sécurité, la consolidation de la paix et la stabilité post-conflit. **Prof. Kimou dirigera l'équipe d'évaluation.**

➤ **Pr AHOURE Alban Alphonse Emmanuel, Directeur du la CAPEC, Expert en Analyse Institutionnelle**

AHOURE Alban est Professeur titulaire en Economie, Maître de Conférences Agrégé des Sciences Economiques, CAMES 2013, PhD en Sciences Economiques, Université de Kobé, JAPON. Il est Enseignant-Chercheur, UFR-SEG, Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody, Directeur de la Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du CIREC (CAPEC). Ses spécialités portent sur la microéconomie, Economie des Organisations, Economie du Travail et des Ressources Humaines, Economie des Institutions, Evaluation des Projets et Programmes de Développement. En plus de sa contribution technique, Prof. AHOURE assurera la coordination administrative de l'évaluation. **Prof. AHOURE travaillera en étroite collaboration avec le chef d'équipe dans la conduite de la FII et l'analyse institutionnelle.**

➤ **Dr FE Doucouré Charles, Statisticien Economiste ;**

FE Doucouré Charles est statisticien économiste, titulaire d'un Doctorat d'Economie obtenu à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne (France). Il est également enseignant-chercheur à l'Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée (ENSEA) d'Abidjan (Côte d'Ivoire) depuis septembre 2006. Il a une bonne expérience dans la conduite d'enquête de terrain allant de l'élaboration des questionnaires, échantillonnage organisation de la collecte et à l'analyse des données recueillies. **Sous la supervision du Chef d'équipe, Dr FE travaillera en étroite collaboration avec l'INS dans toute les phases de la collecte de données quantitatives.**

➤ **Dr BINATE Fofana Namizata, spécialiste du genre ;**

Dr BINATE FOFANA Namizata, Maître-Assistante des Universités, Enseignante-chercheuse à l'UFR des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université FHB d'Abidjan-Cocody, titulaire d'un Doctorat 3^{ème} cycle en Economie Rurale et d'un PhD en Economie obtenu à l'université de Wageningen (Pays-Bas). Elle est Chercheure et Responsable de la Cellule Genre

et Développement du Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales (CIRES) depuis septembre 1998. Directrice Générale de la Femme de la protection de l'Enfant et de la Famille août 2017-à février 2020. Depuis février 2020, Conseiller Technique spécialisée en Genre et Recherches au Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant. **Dr Fofana Appuiera le chef d'équipe dans l'analyse des questions transversales (Genre et Exclusion sociale) dans l'évaluation.**

➤ **Dr BECHO Isabelle, Experte en Evaluation**

Becho Isabelle est Chercheure associée à la Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du CIRES (CAPEC) de Côte d'Ivoire, elle a également été consultante junior pour le compte de l'UNICEF. Elle a son actif plusieurs projets et études réalisées ou en cours de réalisation sur la vulnérabilité, la criminalité et la violence. Elle est titulaire un Doctorat en Economie et dispose d'une expertise en, Evaluation d'impact, Analyse du genre, Techniques quantitatives et qualitatives, Traitement et analyse de données. Elle a une bonne capacité d'utilisation des outils statistiques et économétriques. **Dr BECHO Asistera le chef de projet dans l'analyse des données quantitatives et l'évaluation des différents thèmes de la méthodologie MOWIP.**

➤ **Dr Camara Mariam, Sociologue, Experte en Genre et collecte de données qualitatives**

Camara Mariam est titulaire d'un Doctorat en Sociologie obtenu en 2014 à l'Université Felix Houphouët-Boigny. Elle est actuellement Chercheure à la Cellule Genre et Développement du Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales (CIRES). Ses travaux de recherche portent sur le développement communautaire, l'analyse genre et la culture de la paix en milieu scolaire. **Dr Camara appuiera le chef de projet dans le remplissage de la Fiche d'Information Institutionnelle et la conduite des entretiens avec les décisionnaires.**



